

EXCLUSIF

Présidentielle : le grand défi budgétaire qui attend le prochain chef de l'Etat

Pour stabiliser la dette à l'horizon 2027 et faire refluer le déficit public à 3 % du PIB, il faudrait un programme d'économies massif de l'ordre de 70 milliards d'euros, selon les calculs de l'Institut Montaigne. Le think tank libéral reconnaît qu'un tel plan sera difficile à mettre en oeuvre. Il juge indispensable une réforme des retraites.



Bercy avait annoncé au printemps dernier viser un déficit en dessous de 3 % du PIB à l'horizon 2027. (ROMUALD MEIGNEUX/SIPA)

Par **Renaud Honoré**

Publié le 14 janv. 2022 à 6:30 Mis à jour le 14 janv. 2022 à 11:16

Le sevrage du « quoi qu'il en coûte » s'annonce douloureux. Si le prochain président de la République veut remettre les comptes publics sur le chemin **d'une certaine normalité budgétaire après la crise sanitaire**, sa cote de popularité pourrait rapidement en souffrir. Faire revenir le déficit public sous la barre des 3 % du PIB et stabiliser la dette à l'horizon 2027 réclamerait en effet un programme d'économies de 70 milliards d'euros sur le prochain quinquennat. Un effort jamais vu jusqu'à présent.

C'est ce qui ressort d'une étude réalisée par l'Institut Montaigne, qui va analyser avec « Les Echos » **les programmes des candidats à l'élection présidentielle** pendant les prochaines semaines. « Notre objectif est de lever le voile sur la situation des finances publiques, particulièrement préoccupante, pour éviter **une campagne électorale** qui ne parlerait que de nouvelles dépenses ou de baisses d'impôts », souligne François Ecalle, auteur avec Vianney Bourquard de **la note** de ce think-tank libéral et animateur du site spécialisé en finances publiques « Fipeco ».

Pression à la hausse sur la dépense

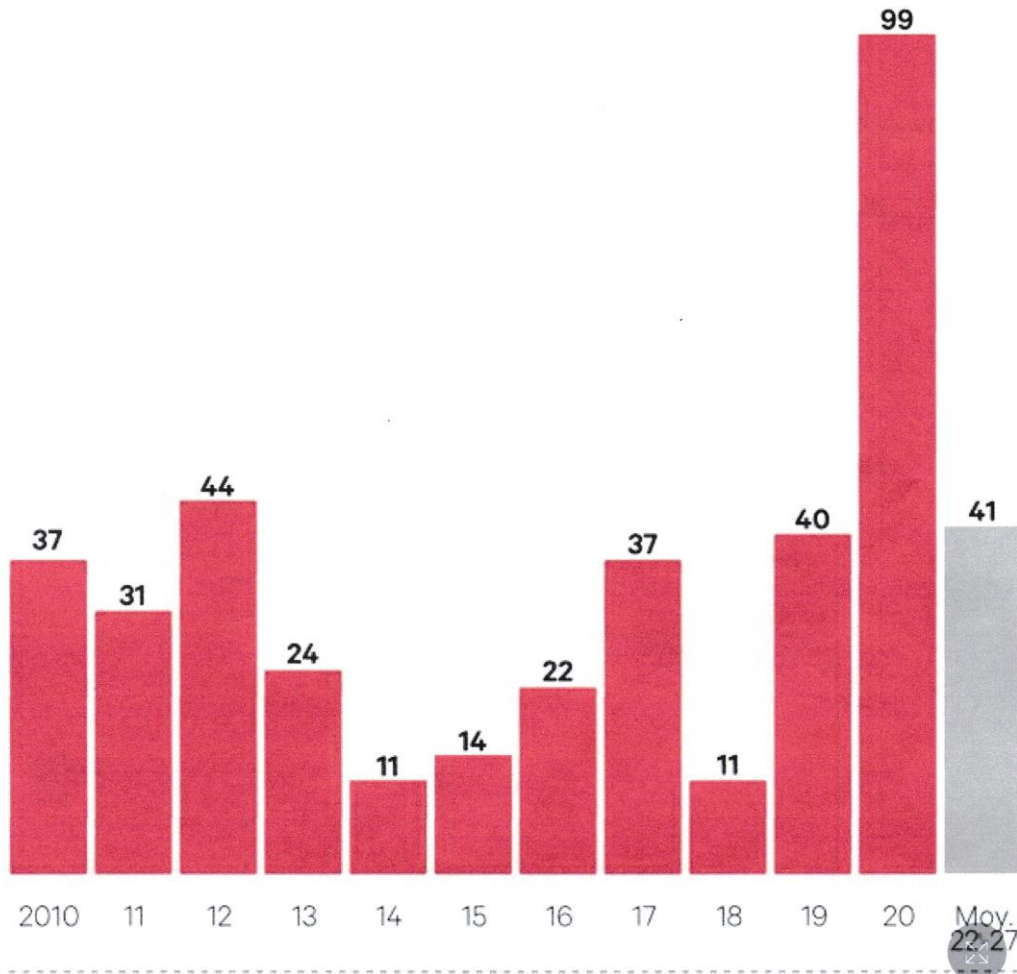
Pour aboutir à cette conclusion, l'Institut Montaigne a cherché à dessiner le chemin que pourraient emprunter **les dépenses publiques dans les années à venir**. Or, pour les auteurs de la note, celles-ci « devraient être soumises à une pression à la hausse par rapport à la décennie passée » du fait de « nombreux besoins nouveaux apparus » : cela touche aussi bien les investissements nécessaires pour la transition écologique que la nécessité de renforcer les services publics (**notamment l'hôpital**), en passant par les moyens alloués à la défense ou à la sécurité.



« Le gel du point d'indice des fonctionnaires, opéré depuis le début des années 2010, n'est pas non plus tenable éternellement », juge François Ecalle.

Evolution des dépenses publiques

En milliards d'euros



SOURCE : RESF 2022 ET AVIS HCFP PLFR 2021, CALCULS DES AUTEURS

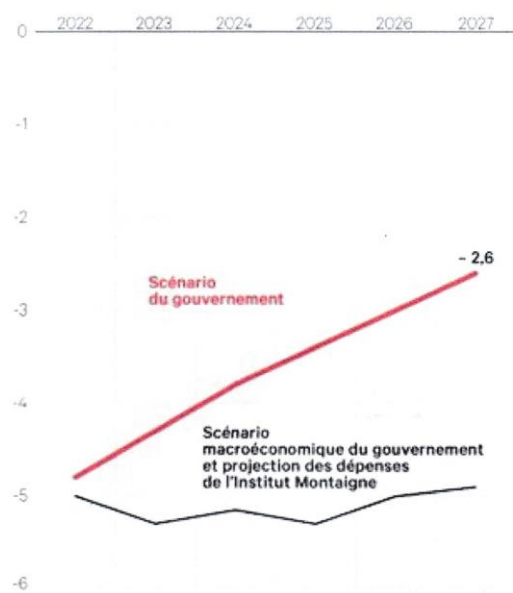
De quoi gonfler la facture des dépenses publiques. Entre 2010 et 2019, celles-ci ont augmenté en moyenne de 27 milliards d'euros par an. Mais pour les cinq années à venir, le scénario du think-tank serait plutôt une croissance tendancielle - si aucune mesure

nouvelle n'était prise - de 41 milliards par an. Un phénomène largement alimenté également par le gonflement prévisible des sommes allouées aux pensions de retraite et aux remboursements de l'assurance-maladie.

Ceci rend la marche pour la réduction des déficits bien plus haute que dans un passé récent. Avec une telle tendance, le déficit refluerait péniblement à 5 % du PIB en 2027 (contre moins de 8 % attendu pour 2021) et la dette grimperait à 120 % du PIB (113,5 % attendu fin 2022). Bien loin en tout cas de l'objectif de 3 % à cet horizon pour amorcer la réduction de l'endettement, **promis par l'exécutif au printemps dernier**.

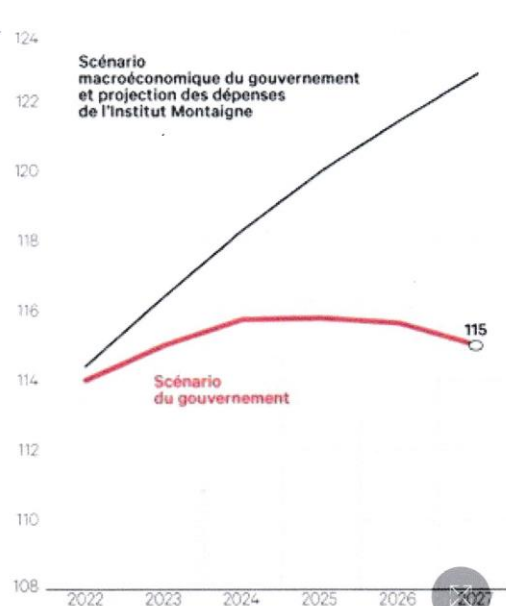
Evolution du déficit public...

En % du PIB



... de la dette publique

En % du PIB



SOURCE : RESP 2022 ET AVIS HCFP PLFR 2021, CALCULS DES AUTEURS

Les pistes d'économies

Pour tenir cet objectif, l'Institut Montaigne juge qu'il faudrait « un programme d'économies particulièrement complexe à mettre en place » : 15 milliards d'économies par an seraient nécessaires, soit 70 milliards au total sur le quinquennat ce qui n'a jamais été réalisé auparavant. « Un montant inédit », convient la note.

Comment y parvenir ? L'Institut Montaigne donne les ordres de grandeur de quelques mesures emblématiques possibles tout en convenant que « certaines de ces mesures, dans le contexte actuel, ne sont ni souhaitables, ni réalistes ». « La réforme des retraites, c'est le minimum à faire », juge François Ecalle. Reculer l'âge de départ à la retraite de deux ans et six mois rapporterait 17 milliards sur cinq ans, soit le même montant qu'une désindexation des pensions pendant trois ans.

Pessimisme sur les objectifs

Autre piste évoquée, une modération de la hausse des dépenses d'assurance-maladie limitée à 2,5 % par an « en améliorant la productivité du système de santé (moins d'actes inutiles, meilleure coordination entre médecine de ville et hôpital etc.) ou en augmentant la contribution des ménages au financement des services de santé (avec un bouclier sanitaire pour les plus modestes) », selon François Ecalle. De quoi rapporter encore 15 milliards.

Dettes, déficit : ce que proposent les candidats à la présidentielle

INTERVIEW - Laurent Saint-Martin : « Nous devons continuer à baisser la fiscalité »

Les autres pistes sont de moindre ampleur, comme la réduction de 0,7 % des effectifs de l'Etat (3 milliards) ou la baisse des dépenses affectées aux sports, aux loisirs et à la culture au niveau moyen de la zone euro (7 milliards).

« Le retour sous les 3 % du déficit me semble très difficile, convient François Ecalle. Je suis assez pessimiste sur la capacité à rendre acceptable par la population un tel programme d'économies. » Mais une telle contrainte devrait, à tout le moins, inciter les candidats à limiter les promesses coûteuses...

Pour en savoir plus nos dossiers sur la présidentielle 2022 :

Le guide de l'élection

Qui est candidat

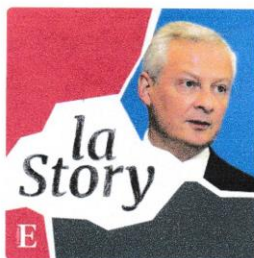
**SONDAGE - Tous les résultats de notre baromètre quotidien
Présidentielle 2022**

Dernières infos et décryptages

Les temps forts de la campagne électorale

Parcours, équipe, programme... ce qu'il faut savoir sur les candidats

INFOGRAPHIE ANIMÉE - La régates présidentielle



La Story

Partager

Suivre

Acast

La fausse fin du « quoi qu'il en coûte »



8 septembre 2021 · 18 min · [Écouter plus tard](#)

[Conditions d'utilisation](#)

Renaud Honoré